



CADRE CONCEPTUEL

Initiative pour l'intégration des dimensions de genre, de changement climatique et de nutrition dans les programmes de développement (GCAN)

Elizabeth Bryan, Sophie Theis, Jowel Choufani, Alessandro De Pinto, Ruth Meinzen-Dick, et Claudia Ringler

Alors que se précisent de jour en jour les impacts actuels et futurs du changement climatique, les responsables politiques, les communautés, les ménages et les individus du monde entier prennent des mesures pour se préparer et répondre activement à ces défis. Tandis que les consciences sont aujourd'hui plus alertes vis-à-vis des types de difficultés que les changements climatiques occasionnent, nombre de décideurs politiques sont toujours en peine de se procurer des informations climatiques contextuelles et d'adopter les meilleures approches de lutte contre leurs impacts sans sacrifier d'autres objectifs de développement. L'agriculture est l'un des secteurs les plus vulnérables aux effets pernicieux du changement climatique, tout en s'inscrivant aussi parmi les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre (GES). Il est impératif de renforcer la résilience de l'agriculture et des moyens de subsistance qui en dépendent aux changements climatiques pour garantir la réalisation des autres résultats de développement liés à la lutte contre la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que pour limiter à un strict minimum les risques de conflits et de déplacements.

L'Initiative pour l'intégration des dimensions de genre, de changement climatique et de nutrition dans les programmes de développement (GCAN) est un programme de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) appuyé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). L'Initiative GCAN a pour objectifs : 1) d'appuyer les efforts des missions et partenaires opérationnels de l'USAID visant à intégrer la climatologie, le genre et la nutrition dans leur programmation d'activités agricoles de sorte à renforcer la résilience des

réalisations de ces programmes ; 2) d'établir un corpus de données factuelles sur les interconnexions entre ces thèmes transversaux clés ; et 3) d'apporter un éclairage conceptuel, fournir des outils et organiser des forums pour permettre des analyses plus poussées des relations réciproques entre la résilience climatique, le genre et la nutrition.

Pour guider ces activités, l'IFPRI a mis au point un cadre conceptuel qui intègre aux contributions de l'USAID et de ses partenaires opérationnels les dimensions de résilience climatique, de genre et de nutrition. L'objet de ce cadre est d'identifier et de décrire les principaux éléments de résilience, tout en mettant en lumière ses interconnexions avec le genre et la nutrition. Son but est de fournir aux acteurs de disciplines et d'origines variées un point de référence commun pour comprendre ces enjeux complexes et leurs liens réciproques. Ce cadre peut également être utilisé pour déceler les déficits de recherche et de preuves et mettre en exergue les angles d'attaque des programmes et projets qui visent à influencer les résultats, notamment en matière de résilience, de nutrition ou d'autonomisation des femmes.

La présente note stratégique s'inspire des travaux de Bryan et al. (2017, à venir), consistant en la mise au point du cadre GCAN à partir d'une analyse de documents qui traitent des liens entre les changements climatiques, le genre et la nutrition. Ces travaux s'appuient en particulier sur les éléments extraits de quatre cadres existants, à savoir : le cadre de résilience de Frankenberger et al. (2014), le cadre mis au point par l'IFPRI pour le genre et les changements climatiques (Behrman, Bryan et Goh, 2014), le cadre pour les changements climatiques et la nutrition du Rapport sur la nutrition mondiale (IFPRI 2015) et le

www.feedthefuture.gov



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



RESEARCH PROGRAM ON
Climate Change,
Agriculture and
Food Security



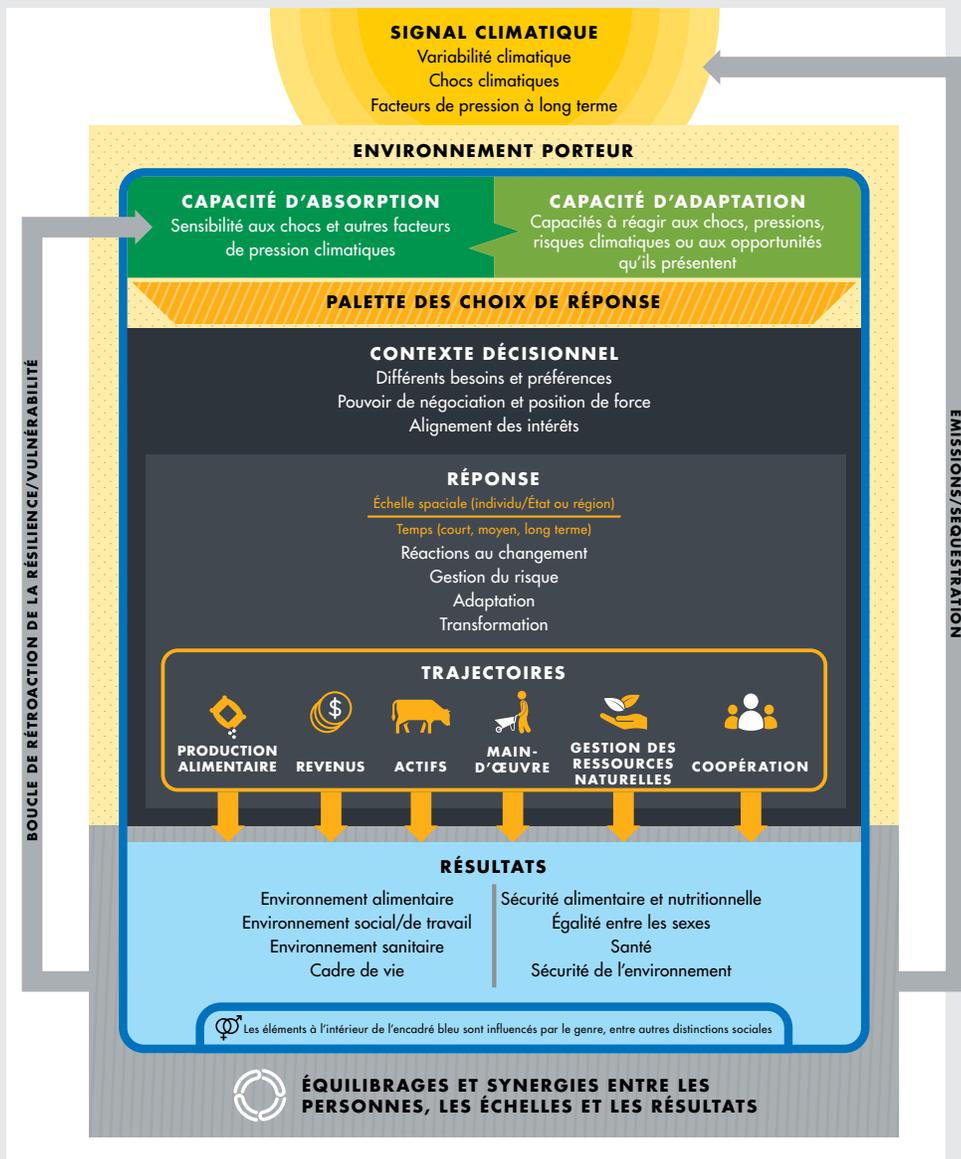
cadre SPRING pour une agriculture en faveur de la nutrition (Herforth et Harris, 2014).

Un cadre pour le genre, le changement climatique et la nutrition

La résilience est un concept dynamique, tributaire de la trajectoire empruntée pour y parvenir ; l'état général des populations et leurs capacités à réagir aux chocs et autres pressions joueront sur leur bien-être dans un futur immédiat ainsi que sur leurs aptitudes à affronter les difficultés à venir. La résilience dépendra en effet des capacités initiales d'absorption et d'adaptation en cas de choc climatique, des différents choix de riposte possibles, des mesures prises en réponse au signal climatique et des résultats de ces interventions, qui auront une incidence sur le contexte dans lequel les chocs et autres facteurs de pression ultérieurs seront vécus. Le cadre GCAN peut être adapté à d'autres sources de risques et de menaces sur les moyens de subsistance, tels que les chocs sur les prix alimentaires, l'instabilité politique et les conflits. Il peut également être modifié de sorte à illustrer le contexte local, un programme de développement donné ou un ensemble particulier de choix de réponses (par exemple, les pratiques ou technologies employées à la ferme).

De nombreux facteurs sous-jacents délimitent les éléments clés du cadre. La version générique ne cherche pas à définir ou à énumérer l'ensemble de ces facteurs. Ceux-ci peuvent en effet être classifiés de différentes façons et varient en fonction de l'ampleur ou du contexte de l'analyse. Au contraire, afin d'explorer plus avant les principaux éléments du cadre général, les figures 2 et 3 l'adaptent de sorte

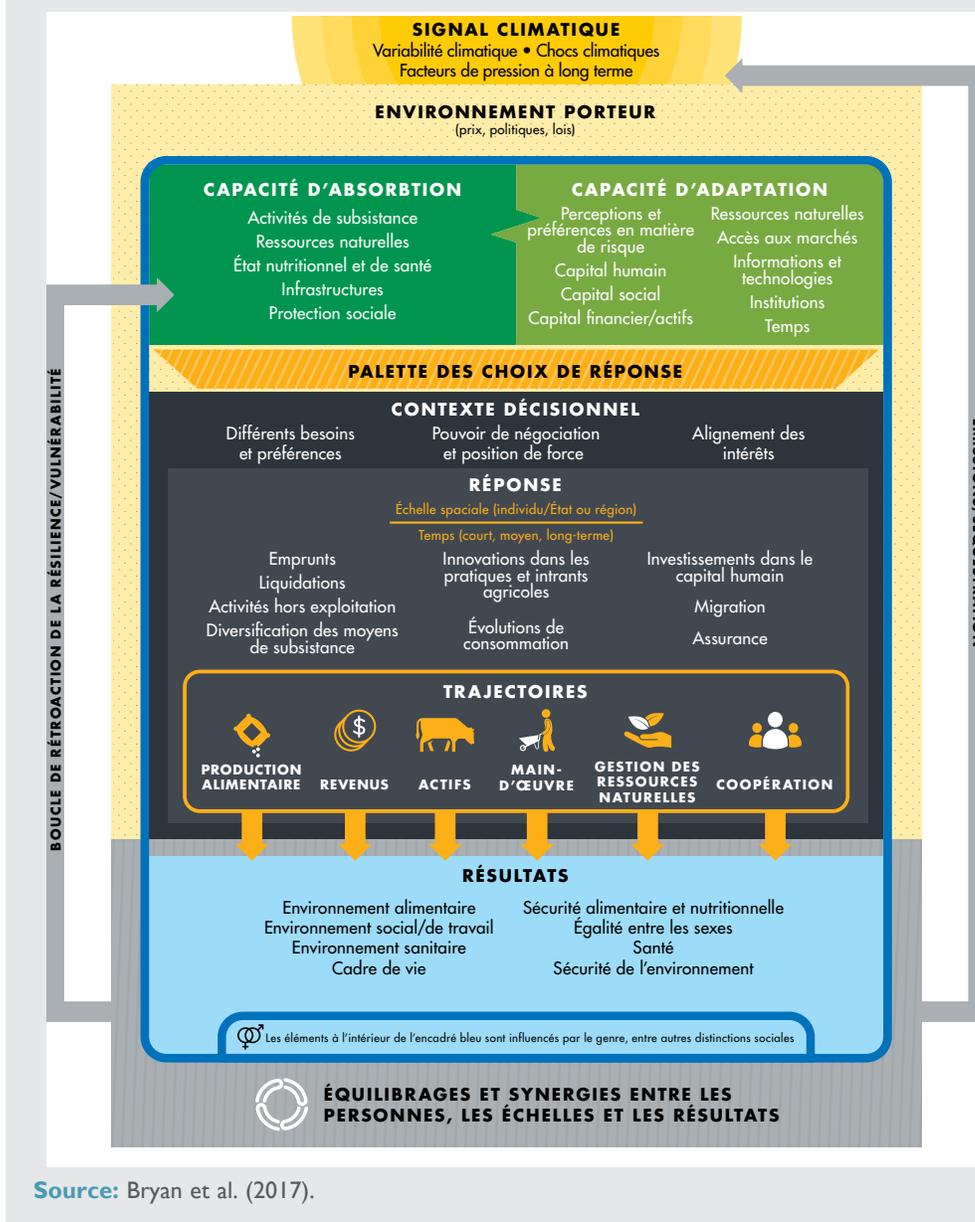
Figure 1. Cadre intégré pour le genre, les changements climatiques et la nutrition – version générique



Source: Bryan et al. (2017).

à mettre en avant les principales variables devant être examinées tant sur le plan des ménages que des politiques. Les détails particuliers fournis dans les versions du cadre pour les ménages ou les politiques, loin de constituer un ensemble exhaustif de facteurs ou de caractéristiques qui influencent la résilience sur ces plans respectifs, se bornent simplement à illustrer les principaux éléments du cadre. La présente note stratégique décrit les principaux éléments du cadre général en s'appuyant sur des exemples précis des versions du cadre GCAN mises au point pour les ménages ou les politiques.

Figure 2. Cadre intégré pour le genre, les changements climatiques et la nutrition – sphère des ménages



Source: Bryan et al. (2017).

Le signal climatique

Le signal climatique illustré dans la Figure 1 représente la volatilité, les chocs et les changements climatiques à plus long terme. Ces chocs ou facteurs de pression peuvent être caractérisés de nombreuses façons, notamment en fonction de l'échelle et de l'ampleur de l'événement ou du changement. Les changements climatiques à long terme font référence à l'évolution des températures moyennes et des conditions de précipitations, ainsi qu'à la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les sécheresses, inondations

et tempêtes. Ce cadre ne se limite pas néanmoins qu'aux seuls changements climatiques à long terme, mais cherche également à illustrer la façon dont les tendances de variabilité climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes agissent sur la résilience.

L'environnement porteur

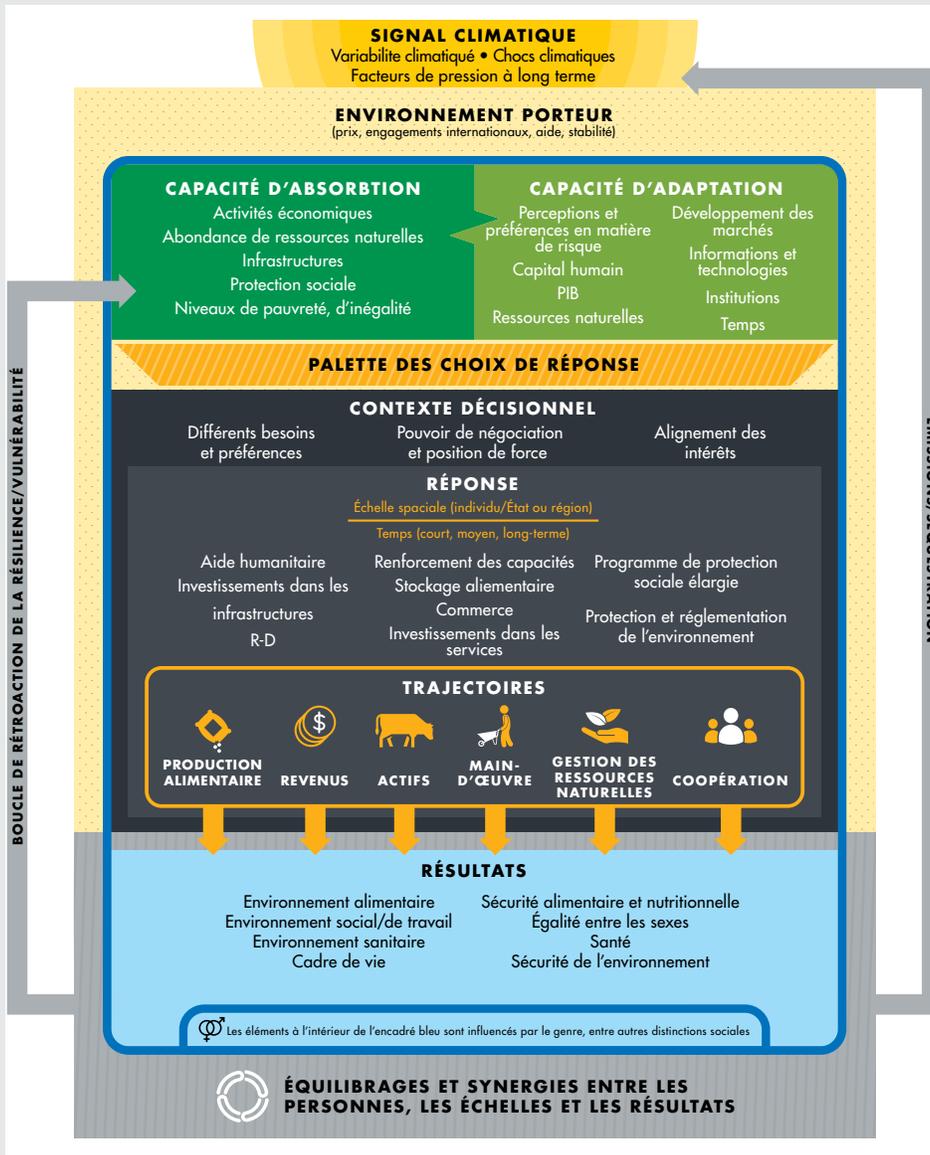
Les effets du changement climatique se produisent dans un contexte ou un environnement porteur particulier, ce qui répercute sur les capacités des individus et des groupes — répartis sur un vaste spectre — à absorber les impacts des changements auxquels ils sont confrontés et à y réagir. Les politiques, législations et autres institutions influencent toutes la réaction individuelle, du ménage et du groupe aux chocs et autres facteurs de pression climatiques (Figure 2). À l'échelle supérieure, d'autres facteurs tels que les engagements internationaux, les flux d'aide internationaux et le degré de stabilité politique pèsent sur la résilience des États et des régions face à ces chocs et autres pressions (Figure 3).

La capacité d'absorption

La capacité d'absorption est définie comme la sensibilité des individus, des groupes, des communautés, des pays ou des régions aux chocs

et aux pressions – à savoir les facteurs qui délimitent la mesure dans laquelle les différents acteurs sont directement affectés par les chocs et autres facteurs de pression climatiques, ainsi que l'ampleur des changements qu'il leur faut mettre en œuvre pour préserver ou améliorer leur bien-être. À titre d'exemple, un petit agriculteur qui a diversifié ses moyens de subsistance et tire ses revenus d'activités aussi bien agricoles que non agricoles ne subira pas les mêmes pertes de revenus des suites de l'arrivée tardive des pluies que son voisin dont la subsistance est strictement tributaire d'une culture pluviale.

Figure 3. Cadre intégré pour le genre, les changements climatiques et la nutrition – sphère politique



Source: Bryan et al. (2017).

La santé et l'état nutritionnel des individus frappés par un choc climatique sont deux dimensions qui agissent sur leurs capacités d'absorption – sont-ils en mesure, par exemple, de faire face à un risque accru de maladies infectieuses ? L'état de santé est une dimension importante de la capacité d'absorption en ce sens qu'il influe sur la productivité des ménages et sur le temps consacré à s'occuper des malades. D'autres facteurs tels que les infrastructures et les capacités du programme de protection sociale jouent eux aussi sur la capacité d'absorption des ménages (Figure 2). La capacité d'absorption à l'échelle nationale sera

influencée par des facteurs tels que la structure de l'économie, l'abondance de ressources naturelles et les niveaux de pauvreté ou d'inégalité, ainsi que par les relations du pays avec ses voisins (Figure 3).

La capacité d'adaptation

La capacité d'adaptation est définie comme l'aptitude des différents acteurs ou groupes d'acteurs à réagir aux chocs, pressions, risques climatiques ou aux nouvelles fenêtres d'opportunités. Ces aptitudes dépendront de divers facteurs qui interagissent de façons variées en fonction de caractéristiques démographiques sociales, en particulier le genre et l'âge. À l'échelle des individus ou des ménages, ces facteurs portent sur les capacités individuelles à percevoir et à comprendre les risques climatiques, l'accès aux capitaux et aux actifs financiers, au capital humain et social, aux informations et aux technologies, ainsi que sur les contraintes de temps (Figure 2). Au niveau national ou politique, les facteurs qui influent sur la capacité d'adaptation concernent les perceptions et préférences des responsables politiques en matière de risque, le produit intérieur brut, les investissements dans les

sciences et les technologies, les systèmes de santé et l'accès aux marchés.

Plus la capacité d'absorption sera élevée, moins impérieuse sera l'urgence de s'adapter. Dans une certaine mesure, une forte capacité d'absorption peut pallier une faible capacité d'adaptation. À l'inverse, une faible capacité d'absorption exigera une plus grande capacité d'adaptation pour faire face au changement. Nombre des facteurs qui stimulent la capacité d'absorption ou d'adaptation sont positivement corrélés, en ce sens que les populations qui affichent une grande capacité

d'absorption ont également une grande capacité d'adaptation et vice versa.

Les capacités d'absorption et d'adaptation délimitent la palette de choix de réponses à la disposition des décideurs, de l'espace individuel à la sphère nationale. D'importantes différences sexospécifiques limitent fréquemment les moyens d'action à la disposition des femmes. Ainsi, celles-ci ont-elles moins facilement accès aux informations sur le climat, aux connaissances sur les interventions qu'il convient de mettre en œuvre face aux changements climatiques, ainsi qu'aux technologies et autres ressources agricoles. Elles sont également moins présentes aux postes décisionnels dans les groupes communautaires, les institutions et les organes d'élaboration des politiques. Ces difficultés, en plus d'autres obstacles, limitent le potentiel des femmes à contribuer au renforcement de la résilience dans la sphère ménagère, communautaire ou nationale et s'accompagnent du risque que l'adaptation se fasse selon des procédés qui ne répondent pas aux besoins et priorités des femmes.

Les choix de réponse et le contexte décisionnel

Différents acteurs – les individus, les ménages, les groupes, les communautés et les responsables politiques – répondent différemment aux défis climatiques dont ils font l'expérience ou qu'ils anticipent. Les choix de réponse peuvent prendre diverses formes, des mesures visant à faire face aux impacts immédiats du choc ou de la pression climatique, aux approches d'adaptation ou de transformation qui protègent ou améliorent les moyens de subsistance et les réalisations à long terme en matière de bien-être. *Les réactions d'adaptation face à une crise se rapportent en général aux stratégies qui utilisent diverses ressources, compétences et possibilités de lutte, de gestion et de maîtrise des pressions et chocs climatiques adverses à court et moyen terme. Les stratégies de gestion du risque font intervenir des plans, des actions ou des stratégies qui visent à réduire la probabilité ou les effets des événements futurs (ou les deux). L'adaptation implique des ajustements aux stimuli climatiques réels ou escomptés de sorte à éviter les dégâts ou à exploiter les bienfaits potentiels de ces événements sur le retour, le maintien ou l'atteinte des conditions désirées. Les interventions concourant à la transformation visent à modifier les attributs fondamentaux d'un système ou d'un contexte afin d'améliorer les réalisations en matière de bien-être, telles que les approches qui s'attèlent aux vulnérabilités sociales sous-jacentes.*

Les choix de réponse face aux chocs et autres facteurs de pression climatiques interviennent sur une palette d'échelles spatiales différentes, des actions individuelles aux réponses à l'échelle nationale ou régionale. Ces ripostes peuvent également

être caractérisées par l'échelle temporelle dans laquelle elles s'inscrivent. Certaines seront mises en œuvre immédiatement, telle la décision d'un agriculteur ou d'un ménage agricole consistant à planter une nouvelle variété de culture, tandis que d'autres prendront plus de temps à mettre en œuvre, par exemple, le passage d'une culture annuelle à une culture arboricole, ou le développement de nouvelles variétés.

Les mesures prises par les responsables politiques en réaction aux défis climatiques dépendent souvent de processus de négociation complexes dans le contexte desquels différents acteurs revendiquent des mesures qui répondent à leurs propres besoins, préférences et priorités. S'il est vrai que ces intérêts se rejoignent parfois, ils sont aussi fréquemment divergents. L'aptitude des différents acteurs à influencer les résultats de ces processus décisionnels dépendra de leurs pouvoirs de négociation respectifs et de leur contrôle sur les actifs et les ressources. Tout désaccord entre les décideurs peut donner lieu au mécontentement d'un ou plusieurs individus vis-à-vis des décisions prises, tandis que les bienfaits pourraient se faire sentir chez ceux qui ont le plus grand pouvoir de négociation.

Trajectoires empruntées : de la riposte aux changements climatiques à la réalisation en matière de bien-être

Les opérations menées en réponse aux chocs et autres facteurs de pression climatiques peuvent influencer les réalisations en matière de bien-être en fonction des trajectoires qu'elles empruntent, parmi les six suivantes : 1) production alimentaire, 2) revenus, 3) dynamique des actifs, 4) main-d'œuvre, 5) ressources naturelles, et 6) coopération. L'évolution des pratiques agricoles, des cultures et des intrants, en réponse aux chocs ou aux changements climatiques, a des incidences sur la production alimentaire à l'échelle des exploitations. En l'absence de marchés parfaitement opérationnels, comme on peut le déplorer dans nombre de pays en développement, ces évolutions de la production alimentaire peuvent se traduire par des impacts tragiques sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la santé et la sécurité de l'environnement. De la même manière, tout changement au niveau des revenus ou des actifs (voire les deux) à la suite de ripostes aux chocs et autres facteurs de pression climatiques pèsera sur les états nutritionnels et de santé, en fonction des acteurs qui contrôlent ces revenus ou ces actifs. Le capital-bétail, en particulier, peut influencer directement sur l'état nutritionnel et de santé – favorablement en améliorant l'accès aux aliments d'origine animale, ou défavorablement en exposant les écosystèmes liés à l'eau, l'assainissement, et l'hygiène (WASH) aux maladies et aux matières fécales qui les polluent et les dégradent et en contribuant aux émissions de gaz à effet de serre.

Nombre de ripostes aux défis climatiques influent par ailleurs sur la répartition du travail, qui à son tour pèse sur les revenus, notamment les pratiques de soin (tel que le temps consacré par une personne – en règle générale une femme – au soin des enfants ou de parents âgés) ainsi que le temps libre, un indicateur que l'on rapporte souvent au bien-être et à l'autonomisation. D'autre part, les réponses qui agissent sur la gestion et l'utilisation des ressources naturelles ont elles aussi des incidences sur les revenus, notamment la situation environnementale WASH et l'état de santé. Une autre trajectoire déterminante concerne le degré de coordination ou de coopération à l'œuvre dans les ménages, les communautés, ou à plus grande échelle. Au niveau des ménages, cette coordination sera le signe d'une coopération plus marquée entre les membres d'un ménage qui ont des intérêts communs, tandis qu'à l'échelle communautaire, elle signalera une coopération autour de ressources et d'un capital social communs, soit deux dimensions susceptibles de grandement faciliter l'accès à l'information, aux ressources et à la main-d'œuvre. À plus grande échelle, la coopération portera sur la coordination entre les différents États d'une région pour garantir la stabilité de l'approvisionnement alimentaire en facilitant le commerce ou la gestion transfrontalière de l'eau.

Réalisations en matière de bien-être

Le cadre GCAN est axé sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la sécurité de l'environnement, l'égalité entre les sexes et la santé, soit les quatre dimensions ultimes du développement qui subissent les effets des ripostes aux changements climatiques. Quatre « environnements » interdépendants bornent ces réalisations : l'environnement alimentaire, l'environnement social et de travail, l'environnement sanitaire (santé) et le cadre de vie. L'environnement alimentaire couvre l'approvisionnement en produits alimentaires, la qualité des régimes alimentaires, l'accès à la nourriture (tant l'accès au marché que le caractère abordable de la nourriture) et la stabilité de l'approvisionnement alimentaire au fil du temps. L'environnement social/de travail couvre l'évolution des rôles et responsabilités respectifs des hommes, des femmes et des enfants vis-à-vis des moyens de subsistance. L'environnement sanitaire couvre à la fois les facteurs de pression sur la santé et les pratiques et infrastructures de soins. Le cadre de vie couvre les évolutions du point de vue de la disponibilité et de la qualité des ressources naturelles et des infrastructures matérielles, à savoir les centres de santé, les écoles, les abris en cas de catastrophe et les systèmes d'assainissement.

De plus, des liens, des équilibres et des synergies considérables s'établissent entre les différents environnements, résultats du développement, calendriers et groupes de personnes. Ainsi, un cadre de vie dégradé par la mauvaise

qualité de l'eau ne peut qu'augmenter la vulnérabilité aux autres facteurs de pression sur la santé. Pour faire face, les populations peuvent se mettre en quête de nouvelles sources aquifères, tandis que le temps supplémentaire qu'elles consacrent à cette tâche met leur sécurité à risque. Les pratiques qui améliorent l'approvisionnement alimentaire et l'accès à la nourriture dans l'environnement alimentaire, sur fond d'utilisation accrue d'engrais chimiques ou de pesticides, peuvent se révéler délétères pour l'environnement, en particulier la qualité de l'eau. De façon comparable, les ripostes qui produisent des améliorations immédiates, telles que la vente d'actifs pour pallier les poussées de consommation, peuvent améliorer dans un premier temps l'état nutritionnel, mais elles peuvent aussi avoir des retombées néfastes sur la santé et le cadre de vie à plus long terme, notamment la dégradation de la qualité de l'eau et la hausse des émissions de gaz à effet de serre.

Il existe par ailleurs des équilibres intergénérationnels, notamment lorsque le fardeau des femmes s'alourdit pour maintenir leurs moyens de subsistance face aux changements climatiques, ce qui peut entraîner des complications pour l'état de santé des femmes enceintes et leur bébé. Qui plus est, des différences se font jour quant à la façon dont les coûts et les bienfaits des choix de réponse adoptés sont répartis parmi les différents groupes de populations. Ainsi, les ripostes aux changements et autres chocs climatiques peuvent-elles soit intensifier, soit atténuer les inégalités entre hommes et femmes, en plus de nécessiter une analyse minutieuse de qui supportera le fardeau des contraintes supplémentaires occasionnées en matière de temps, d'énergie dépensée, de contrôle sur les actifs et les revenus ainsi que de la position de force et de l'autonomisation qui en résulteront au sein d'un ménage.

Application du cadre

Le cadre GCAN illustre le fait que les réalisations, à quelque moment que ce soit, influent sur les capacités d'absorption et d'adaptation futures, ainsi que sur les choix de réponse ultérieurs. De la même manière, les mesures prises en réponse aux conditions climatiques existantes ne seront pas sans effets sur la trajectoire des changements climatiques à venir, ne serait-ce que par leur agissement sur les émissions de gaz à effet de serre et la séquestration du carbone. Ces boucles de rétroaction illustrent quant à elles le caractère dynamique de la résilience ou de la vulnérabilité aux conditions et aux changements climatiques, et mettent en exergue le fait que les résultats tels que l'état nutritionnel et de santé sont tout sauf statiques.

Le flux des éléments de ce cadre, du haut vers le bas et de nouveau vers le haut, peut suivre plusieurs scénarios possibles. Les acteurs peuvent par exemple parvenir à augmenter leur

résilience aux chocs et autres facteurs de pression climatiques grâce à des capacités initiales d'absorption et d'adaptation élevées qui les autorisent à apporter des changements qui amélioreront leurs réalisations en matière de bien-être, lesquelles augmenteront à leur tour leurs capacités d'absorption et d'adaptation. À l'inverse, la vulnérabilité aux chocs et facteurs climatiques peut donner lieu à un creusement de capacités d'absorption et d'adaptation déjà faibles et limiter les moyens d'action, voire pire encore, détériorer le bien-être général.

Le fait d'adapter le cadre en vue d'explorer un choc ou un facteur de pression climatique particulier dans le contexte d'une communauté, d'un programme ou d'un pays donné peut apporter un éclairage salutaire sur les politiques, programmes ou mesures à mettre en œuvre pour améliorer les réalisations en matière de bien-être, à court comme à long terme.

Bibliographie

Behrman, J., E. Bryan, et A. Goh. 2014. "Gender, Climate Change, and Group-Based Approaches to Adaptation." In *Enhancing Women's Assets to Manage Risk under Climate Change: Potential for Group-Based Approaches*, édité par C. Ringler, A. Quisumbing, E. Bryan, R. Meinzen-Dick. Washington, D.C. : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Accessible à l'adresse suivante : <http://ebrary.ifpri.org/cdm/ref/collection/p15738coll2/id/128599>.

Bryan, E., S. Theis, J. Choufani, A. De Pinto, R. Meinzen-Dick, et C. Ringler. 2017. "Gender-Sensitive, Climate-Smart Agriculture for Improved Nutrition in Africa South of the Sahara," Chapter 9 in *2017 Annual Trends and Outlook Report (ATOR). A Thriving Agricultural Sector in a Changing Climate: The Contribution of Climate-Smart Agriculture to Malabo and Sustainable Development Goals*,

édité par A. De Pinto, Washington, DC : Institut International de recherche sur les politiques alimentaires.

Frankenberger T., M. Constatas, S. Nelson et L. Starr. 2014. *Current approaches to resilience programming among non-governmental organizations*. 2020 Conference Paper 7. IFPRI : Washington, D.C. Accessible à l'adresse suivante : <http://ebrary.ifpri.org/utills/getfile/collection/p15738coll2/id/128167/filename/128378.pdf>.

Herforth, A., et J. Harris. 2014. *Understanding and Applying Primary Pathways and Principles*. Improving Nutrition through Agriculture Technical Brief 1. Arlington, VA, US : Strengthening Partnerships, Results, and Innovations in Nutrition Globally. Accessible à l'adresse suivante : http://www.spring-nutrition.org/sites/default/files/publications/briefs/spring_understandingpathways_brief_1_0.pdf.

IFPRI (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires). 2015. *Rapport sur la nutrition mondiale 2015 : mesures et redevabilité en vue d'accélérer les progrès mondiaux en matière de nutrition et de développement durable*. Washington, DC. Accessible à l'adresse suivante : <http://ebrary.ifpri.org/cdm/ref/collection/p15738coll2/id/129822>.

Elizabeth Bryan (e.bryan@cgiar.org), **Sophie Theis** (s.theis@cgiar.org), **Jowel Choufani** (j.choufani@cgiar.org), **Alessandro De Pinto** (a.depinto@cgiar.org), **Ruth Meinzen-Dick** (r.meinzen-dick@cgiar.org), et **Claudia Ringler** (c.ringler@cgiar.org) sont membres de la division Environnement et technologies de production de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington, DC.

Cette publication a été rendue possible grâce à l'appui généreux du peuple américain et de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et est associée au Programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire, mené à bien grâce à l'appui des donateurs de fonds du CGIAR et à des accords de financement bilatéraux. Le contenu de cette publication est fourni sous la responsabilité de ses auteurs et ne reflète en rien les points de vue de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, de l'USAID, ou du gouvernement des États-Unis.